

RAPPORT  
ANNUEL 2015

ANNUAL  
REPORT 2015



## NOUVELLE VISION : AMÉLIORER L'EFFICACITÉ PRODUCTIVE DES ENTREPRISES

Depuis 1998, notre métier de spécialistes de leasing nous a permis d'avoir accès à des personnes de très grande qualité et, fort de leur confiance, de jouer un rôle important dans la vie de leurs entreprises.

Les dirigeants d'entreprises et des PME, les Praticiens des professions libérales et les Artisans, ont en effet, fait confiance à Fidelis Finance pour financer leurs projets de croissance.

D'année en année, nous avons construit une relation de partenariat fondée sur un pacte de fidélité. Capital précieux, cette marque de confiance nous oblige à nous renouveler pour nous adapter continuellement à leurs besoins.

C'est pourquoi, nous avons souscrit à une stratégie axée sur le triptyque suivant :

- ☑ Renforcer nos capacités : avec l'arrivée dans le capital social des actionnaires de référence comme la BOAD, la BIDC, le FSA, le FBDES, Groupe le SUNU et AfriCapital Partners en plus de la conclusion de partenariats nouveaux sur le plan international avec entre autres, la BAD, ResponsAbility, Symbiotics... ;
- ☑ Elargir notre horizon : par un enrichissement et une extension de notre offre de services financiers aux Entreprises et de notre réseau avec la création de Fidelis Finance Côte d'Ivoire ;
- ☑ Mieux servir : offrir une prestation de qualité, en replaçant nos clients et nos partenaires au cœur de toutes nos stratégies quel qu'elles soient.

Fidelis Finance, c'est permettre aux entrepreneurs d'élargir plus l'horizon de leurs possibilités et saisir de nouvelles opportunités pour encore développer leur Entreprise.

MR. ABDOULAYE KOUAFILANN SORY  
Administrateur-directeur général

# TABLE DES MATIÈRES

<b>I. GOUVERNANCE</b> .....	<b>4</b>
1.1.Le Conseil d'administration.....	4
1.2.Le Comité de Direction.....	5
1.3.Audit et commissaires aux comptes.....	5
<b>DONNEES CLES</b> .....	<b>6</b>
<b>II.VISION, MISSION, OBJECTIFS ET VALEURS</b> .....	<b>8</b>
2.1.Vision.....	8
2.2.Mission.....	8
2.3.Objectifs majeurs.....	8
2.4.Valeurs.....	9
<b>III.LE MOT DU PRESIDENT</b> .....	<b>10</b>
<b>IV.ACTIVITÉ DE FUNDING</b> .....	<b>11</b>
<b>V.RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE</b> .....	<b>12</b>
5.1.ACTIVITE DES ORGANES SOCIAUX.....	12
5.2.ACTIVITE DE CONTROLE.....	12
5.3.EVOLUTION DE L'EXPLOITATION ET DE L'ACTIVITE DE FINANCEMENT.....	13
5.3.1.Recouvrement.....	13
5.3.2.Activité et production.....	13
5.3.3.Rating du portefeuille.....	14
5.3.4.Respect du dispositif prudentiel.....	16
5.3.5.Funding et Gestion des engagements.....	16
5.3.6.Etats Financiers.....	16
5.3.7.Conclusion et perspectives.....	17
<b>VI.LETTRÉ DE CERTIFICATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES</b> .....	<b>18</b>
<b>VII.BILANS-COMPTES DE RESULTAT</b> .....	<b>20</b>
7.1.BILANS COMPARÉS DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN MILLIONS DE F CFA).....	20
7.2.RÉSULTATS COMPARÉS DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN MILLIONS F CFA).....	21
7.3. TABLEAU D'ANALYSE DES RÉSULTATS (EN MILLIONS DE FCFA).....	22
7.4. NOTE SUR LES ETATS FINANCIERS.....	22
7.4.1.Méthode d'élaboration et de présentation.....	22
7.4.2.Notes explicatives sur les principales rubriques.....	23
<b>VIII. RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 26 MARS 2015</b> .....	<b>26</b>
<b>IX. POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE</b> .....	<b>27</b>



# GOUVERNANCE

## 1.1. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Mr. Brahim Anane (\*)  
Président

Mr. Abdoulaye Kouafilann  
Sory (\*)  
Directeur Général  
Africapital Partners (AFP)



Mr. Sékou Sylla (\*\*\*)  
Banque Ouest Africaine de  
Développement (BOAD)



Mme. Aïssata Diallo (\*\*\*)  
Fonds Burkinabé de  
Développement  
Économique et social  
(FBDES)



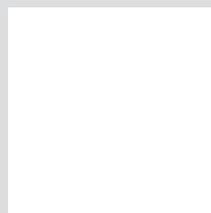
Mr. Moctar Coulibaly (\*\*)  
Banque d'Investissement  
et de Développement de la  
CEDEAO (BIDC)



Mr. Ahmadou Abdoulaye  
Diallo (\*\*)  
Fonds de Solidarité  
Africain (FSA)



SUNU Assurances  
IARD Burkina



### Membre de

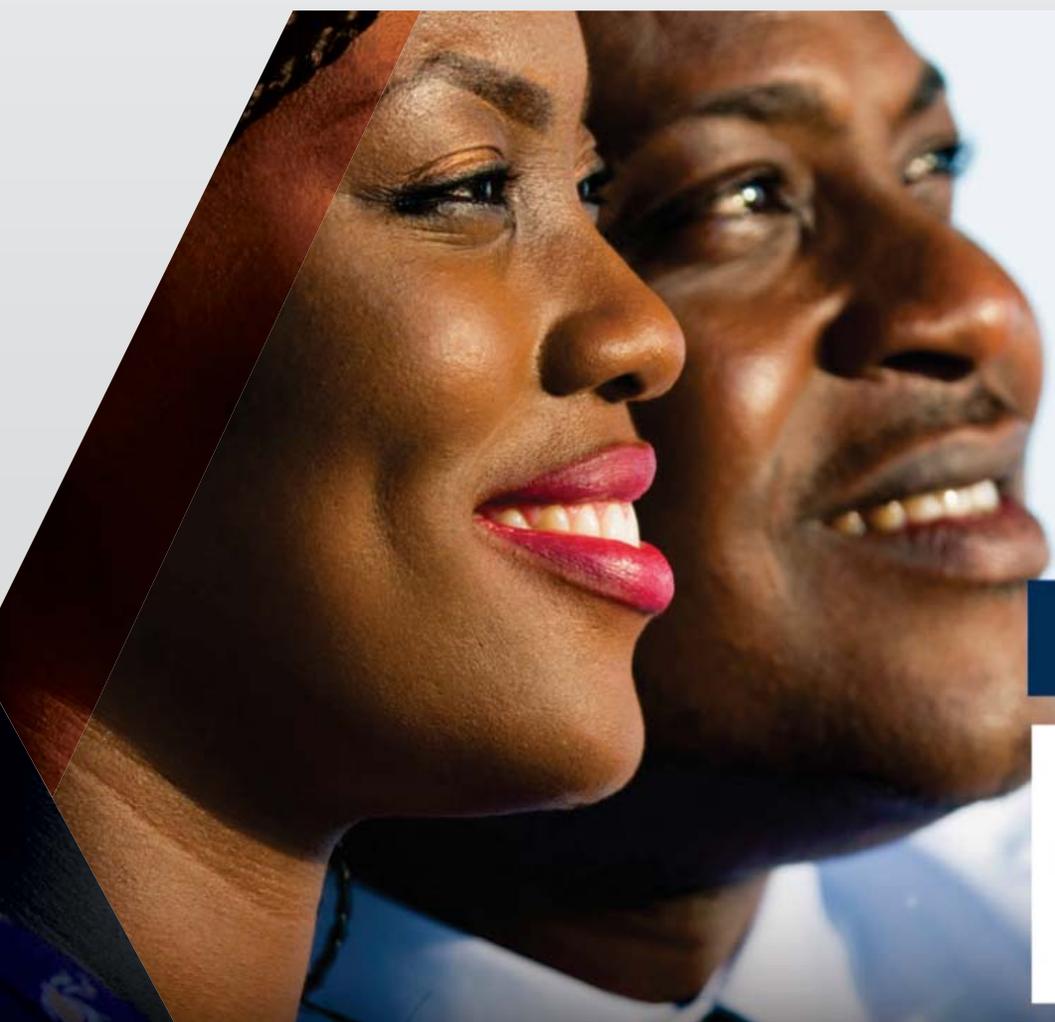
- (\*) Comité exécutif de Crédit
- (\*\*) Comité des Rémunérations
- (\*\*\*) Comité Audit et Conformité

## 1.2. LE COMITÉ DE DIRECTION

M. Abdoulaye Kouafilann SORY	Directeur Général
Mme Floriane BOUGOUMA	Directeur des Engagements et Gestion des Risques
M. Seydou DIARRA	Directeur Marketing et Développement du Portefeuille
Mlle Joëlle PITROIPA	Sous-directeur des Affaires Juridiques
M. Anselme SANOU	Sous-directeur Comptabilité, Finances et Moyens

## 1.3. AUDIT ET COMMISSAIRES AUX COMPTES

Audit et Contrôle Interne	M. Oumar Waongo
Commissaires aux comptes	
- Titulaire	Cabinet d'Audit Financier et d'Expertise Comptable (CAFEC-KA)
- Suppléant	Cabinet d'Audit et de Conseil du Sahel (CACS)

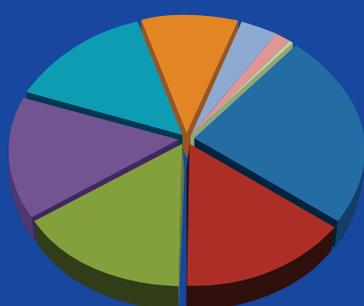


Aspirer à mieux





# DONNÉES



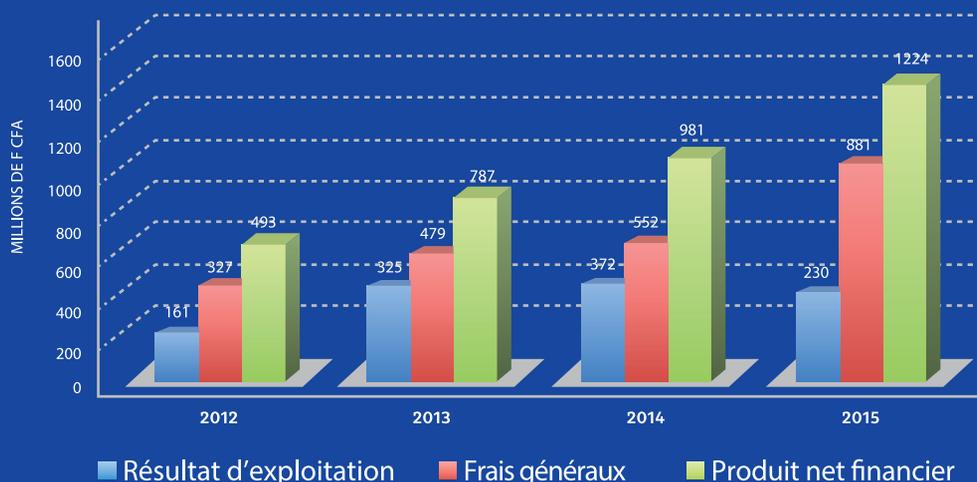
**STRUCTURE DU CAPITAL**

- Personnes physiques (incluant staff), 0,37%
- Portage Fonds Burkinabé de Développement Economique et Social (FBDES), 1,53%
- Autres personnes morales (incluant Concessionnaires), 3,81%
- Groupe SUNU Assurances, 10,00%
- Fonds de Solidarité Africain (FSA), 15,00%
- Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), 15,00%
- Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), 15,00%
- Fonds Burkinabé de Développement Economique et Social (FBDES), 15,00%
- AfriCapital Partners, 24,29%

## INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE 2012-2015



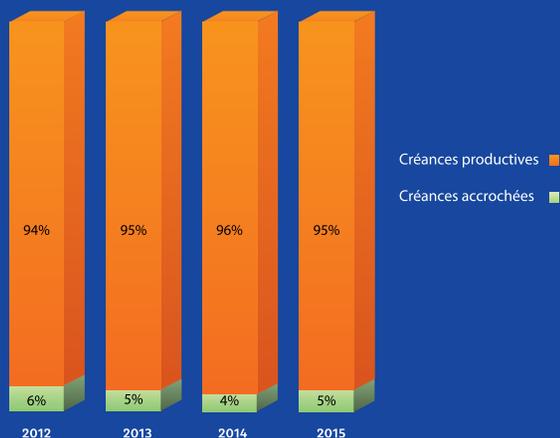
## INDICATEURS DE PERFORMANCE 2012-2015



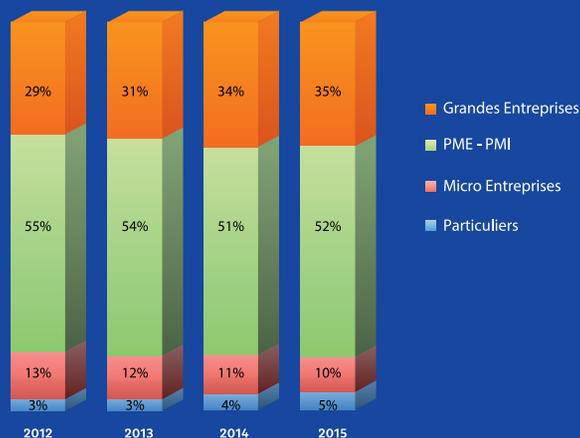
# Solutions Prêts Particuliers

Aspirez à mieux  
nous finançons  
votre bien-être

## QUALITE DU PORTEFEUILLE



## REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR CATEGORIE DE CLIENTELE





# VISION, MISSION, OBJECTIFS ET VALEURS

## 2.1.VISION

FIDELIS Finance, Institution financière partenaire de référence en matière de financement des PME au sein l'UMOA

## 2.2.MISSION

Aller au-delà du possible perceptible ; repousser les limites de nos capacités pour offrir les meilleurs services financiers avec efficacité et efficience.

## 2.3.OBJECTIFS MAJEURS

Mobiliser les ressources nécessaires à un développement continu des activités de l'établissement :

- ☑ atteindre un niveau annuel moyen de décaissement de 6 000 millions par an sur la période 2016-2020, un taux de ROE moyen annuel de 12% ;
- ☑ maintenir une amélioration continue de la qualité du portefeuille ;
- ☑ conduire une politique de gestion de carrière des employés de qualité pour permettre à Fidelis Finance de continuer à assurer une amélioration continue de la qualité de ses prestations aux clients à maintenir aux standards internationaux.



Futur Siège  
de Fidelis Finances

## 2.4. VALEURS

---

Les Valeurs clés à respecter dans l'exercice de notre métier sont : Intégrité, Professionnalisme, Innovation, Confiance et respect mutuel, Communication, Responsabilité, Travail en équipe et Penser : Client, Entreprise et Moi.

Ces valeurs seront renforcées par les quatre Principes du Professionnalisme suivants qui disposent que tous les travailleurs doivent s'engager à développer : la Connaissance, la Créativité, la Flexibilité et la Discipline.



# LE MOT DU PRESIDENT & DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

## FIDELIS FINANCE, ACTEUR MAJEUR EN MATIÈRE DE FINANCEMENT DES PME



**MR. BRAHIM ANANE**  
Président du Conseil  
d'administration



**MR. ABDOULAYE  
KOUAFILANN SORY**  
Administrateur-directeur  
général

L'adoption des comptes de l'exercice 2015 marque la fin du plan d'affaires 2011 à 2015 de notre société. Le bilan dressé, montre des niveaux de réalisations des performances bien supérieurs aux objectifs qui avaient été fixés.

En effet, sur les 5 dernières années, notre institution a financé pour 21 000 millions, les projets d'investissement des PME contre un objectif de 12 750 millions. Le niveau cumulé des ressources extérieures mobilisées a été de 12 700 millions contre un objectif de 9 800 millions.

Subséquentement à ces performances, les profits cumulés sont ressortis à 3 110 millions contre un objectif de 2 523 millions prévus. Le niveau des fonds propres a plus que doublé à 5 188 millions pendant la même période.

Ceci a été rendu possible grâce, certes à la détermination d'une équipe de travailleurs engagés mais aussi et surtout à la confiance et, de nos clients et, de nos actionnaires et partenaires investisseurs en dettes. Tous, à travers leurs actions respectives, ils ont contribué à la réalisation de ces performances qui permettent à notre société d'être classée comme acteur majeur dans le financement des PME au sein de l'UEMOA. Qu'ils en soient tous remerciés.

Fidelis finance entame en 2016, une nouvelle phase de son développement avec de nouveaux défis à relever. Il s'agira de renforcer et de consolider les acquis visant au renforcement du rôle d'acteur catalyseur de la croissance des PME de notre société dans ses pays d'implantation. Cela passe par un développement continue de nos compétences ; un enrichissement sans cesse de nos processus et, un renforcement de nos moyens d'action pour élargir nos champs d'action. L'objectif majeur sera d'assurer une meilleure satisfaction des besoins de nos clients et d'apporter une réponse idoine aux attentes de nos actionnaires et de nos partenaires investisseurs en dettes.

C'est un véritable challenge que le plan d'affaires 2016/2020, à adopter bientôt, permettra de fixer les orientations stratégiques dans le temps et dans l'espace.



# ACTIVITÉ DE FUNDING



Jun 2015 : Séance de travail sur le Projet de la convention de Prêt avec l'équipe de la BAD (Dash SOUMENDRA KUMAR du département des Risques et M. Kazuhiro NUMASAWA, Chargé d'investissement secteur privé) dans les locaux de Fidelis Finance Côte d'Ivoire



Juillet : Signature de la Convention de Prêt et d'Assistance Technique avec Mme Antoinette BATUMUBWIRA, Représentante Résidente de la BAD



Paraphe des pages du contrat



Échange de parapheurs



Décembre 2015 : Signature de la Convention de prêt par M. Sékou Sylla, Secrétaire général de la BOAD et M. Abdoulaye K. SORY, Administrateur-directeur général de Fidelis Finance à Abidjan dans nos locaux



Échange de parapheurs



Avec assis: Le Président du Conseil, M Brahim ANANE et Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire, également Maire de Bouaké, M. Nicolas DJIBO



Lors des échanges sur le projet de convention de ligne de crédit à Genève avec l'équipe de Symbiotics : Mme Léa GUILLAUMOT, Gestionnaire du pipeline des Investissements et M. Daniel SCHRIBER, Directeur Exécutif Operations d'Investissement



A Zürich, lors de la signature d'une convention de prêt entre ResponsAbility et Fidelis Finance : avec de gauche droite Michael FABBRONI Directeur Afrique Dettes Institutions financières; Martin HEIMSS Directeur Dettes Institutions financières; Christian SPECKHARDT Directeur Exécutif Crédit



Novembre 2015 : signature de la Convention de prestations pour la fourniture du Progiciel Multi-metiers EKIP 360 avec M. Alain MATTEI, Directeur Opérationnel Crédits Financements et Assurance de LINEDATA à Paris.



# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLEE GENERALE

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le Conseil d'Administration est heureux de faire, par le biais de ce rapport, le point de la situation de votre société arrêtée au 31 décembre 2015. Comme en 2014, votre société a renforcé ses indicateurs de performances. Malgré une conjoncture économique difficile et les charges induites par l'ouverture de la première succursale en Côte d'Ivoire. Fidelis Finance a résorbé la totalité du report à nouveau déficitaire.

## 5.1. ACTIVITE DES ORGANES SOCIAUX

Les organes sociaux se sont réunis régulièrement en 2015 ce qui a permis de prendre les décisions nécessaires au bon fonctionnement de l'Etablissement. Ainsi, durant la période sous revue, il s'est tenue le 26 mars 2015, une assemblée générale ordinaire des actionnaires pour adopter les comptes de la société arrêtés au 31 décembre 2014. Cette instance a également procédé à la nomination de SUNU ASSURANCE-IARD en qualité d'Administrateur.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois (3) fois au cours de l'exercice. Le 26 mars, pour procéder à l'arrêté des comptes clos le 31 décembre 2014 et à l'examen de la situation de l'évolution de l'activité de l'Etablissement au 31 mars 2015 ; le 05 novembre, pour prendre des décisions de crédit d'un montant de 2 247 millions de francs CFA hors taxes et enfin le 21 décembre, pour l'examen et l'adoption du budget 2016.

Les comités spécifiques du Conseil d'administration se sont également réunis à chaque fois que de besoin et ont pris des décisions ou émis des avis nécessaires à la bonne gestion de la société.

Durant l'exercice 2015, les différents comités de crédit ont fonctionné régulièrement, à la demande, et pris des décisions de manière diligente pour permettre à l'établissement de confirmer son avantage concurrentiel basé sur la réactivité et la prise de décisions rapide ; éléments qui caractérisent les sociétés de Leasing performantes.

## 5.2. ACTIVITE DE CONTROLE

### ■ CONTRÔLES INTERNES ET EXTERNES

Les activités de contrôle interne de l'année 2015 ont été réalisées conformément aux dispositions conjointes de la circulaire n°003-2011/CB/C du 04 janvier 2011 portant réorganisation du contrôle interne des Etablissements de crédit et de la charte de contrôle interne de Fidelis Finance.

En application de ces textes, au cours de l'exercice 2015, le contrôle interne a produit les rapports requis. Ces rapports ont été régulièrement transmis aux autorités de contrôle à bonne date. En outre, le contrôle a produit des rapports sur les activités de l'agence Bobo-Dioulasso, et sur les activités de démarrage de la succursale de Côte d'Ivoire.

Le Commissaire aux Comptes titulaire, le cabinet CAFEC-KA, a effectué une mission de vérifications au sein de l'Etablissement. Elle s'est déroulée du 26 janvier au 20 mars 2015 et a permis de mener les travaux de certification des comptes clos au 31 décembre 2014.

### ■ COMITÉ D'AUDIT ET DE CONFORMITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément à ses attributions, le Comité a conduit ses diligences à travers :

- ☑ Un entretien avec le Directeur Général sur la vie de la Société, ses activités, le suivi de mise en œuvre des constatations ou recommandations des organes de contrôle ;
- ☑ Les rapports de contrôle interne, les réactions de l'Etablissement suite aux lettres de recommandations formulées par les différentes sessions de la Commission Bancaire, les rapports sur le contrôle du Commissaire aux comptes, les procédures en vigueur au sein de l'Etablissement ;
- ☑ Un entretien avec le Contrôleur Auditeur Interne sur ses méthodes de vérification et les raisons des constatations faites par le Commissaire aux comptes.

## ■ MISSIONS DE SUIVI EXTERNES ET PARTENARIAT

Dans le courant de la période sous-revue, l'Etablissement a accueilli en son sein les missions importantes suivantes :

- ☑ BAD (juillet) : mission d'actualisation de la mission due diligence pour une ligne de crédit.
- ☑ BOAD (du 21 au 25 juillet) : mission de suivi du portefeuille marchand dans le cadre de l'accord-cadre de refinancement en cours.
- ☑ BOAD (du 4 au 14 octobre) : mission de due diligence pour une ligne de crédit.
- ☑ PROPARCO (avril) : mission de due diligence pour une ligne de crédit.
- ☑ Responsibility (septembre) : mission de due diligence pour une ligne de crédit.

## 5.3. EVOLUTION DE L'EXPLOITATION ET DE L'ACTIVITE DE FINANCEMENT

Le plan de reprise de AfriCapital Partners a, au titre de l'exercice 2015, fixé deux principales priorités pour relancer l'exploitation :

- ☑ Résorber toutes les pertes antérieurs ;
- ☑ Maintenir une bonne qualité du portefeuille
- ☑ Assurer une mobilisation des ressources conforme aux objectifs de croissance.

Les activités menées dans le courant de l'exercice ont porté sur ces deux niveaux de priorité.

### 5.3.1. RECouvreMENT

L'état de la balance âgée ci-dessous permet de rendre compte de l'évolution des résultats de l'activité de recouvrement entre la situation au 31/12/2014 et celle du 31/12/2015

*Tableau de la Balance âgée des impayés au 31/12/2015  
(m= mois et imp = impayés)*

Date d'arrêté	31/12/2014	31/12/2015	Variation 2015 / 2014
Imp ≤ 1 m	1 946 111	9 100 749	-7 154 638
1 m < Imp ≤ 3m	14 728 125	22 086 003	-7 357 878
3 m < Imp ≤ 6m	52 572 801	97 156 270	-44 583 469
6 m < Imp ≤ 12 m	109 876 248	92 059 057	17 817 191
Imp >12 m	40 618 366	98 286 379	-57 668 013
Totaux	219 741 651	318 688 458	-98 946 807

Comparés à leur niveau de décembre 2014, les impayés sur les contrats en gestion normale ont progressé de 98 millions. Cette situation est essentiellement imputable à la conjoncture économique résultante des crises qu'a connu notre pays en 2014 et 2015.

Au titre des créances en gestion contentieuse dont l'encours au 31/12/2015 s'établissait à 373 millions, un montant de 123 millions a été recouvré au 31 décembre pour un objectif annuel de 150 millions, soit un taux de réalisation de 82%.

### 5.3.2. ACTIVITÉ ET PRODUCTION

Au total en 2015, 79 projets approuvés ont fait l'objet de la signature d'un contrat pour un montant de 6 585 millions (67% des montants approuvés), contre respectivement 144 et 7 314 millions en 2014. Les produits de leasing Equipements de Transport (72%) et de Factoring / Crédit Court Terme (20%) représentent 92% du montant des projets ayant fait l'objet de signature de contrat.

Tableau : Evolution comparée des projets approuvés avec contrats signés (données en millions de FCFA)

	REALISATIONS				VARIATION MONTANTS		
	2014		2015		Variation	Parts en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant		2014/2015	2014
A1. CREDIT/LEASING AUTO	36	3 311	20	4 791	45%	45%	72%
A2. CREDIT/LEASING EQUIP	24	1 057	6	217	-79%	15%	3%
A3. CREDIT/LEASING IMMOBILIER	3	1 186	6	189	-84%	16%	3%
A4. CREDIT SALARIE	23	73	3	16	-78%	1%	1%
A.5 FACTORING/CREDIT CT	55	1 588	42	1 344	-15%	22%	20%
A.6. CAUTIONS	3	99	2	28	-71%	1%	1%
<b>TOTAL</b>	<b>144</b>	<b>7 314</b>	<b>79</b>	<b>6 585</b>	<b>-10%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Le montant des productions de 2015 est de 7 404 millions contre 5 516 millions une année plus tôt. Il porte sur 143 projets contre 124 en 2014 et se répartit comme suit :

Tableau : Evolution comparée des productions par produit (données en millions de FCFA)

NOUVELLES PRODUCTIONS PAR PRODUITS	EXERCICES			EVOLUTION		PARTS DANS LE SECTEUR		
	2015	2014	2013	2015/2014	2014/2013	2015	2014	2013
LEASING	3 310	1 875	2 663	77%	-30	45%	34%	61%
CRÉDIT	1 873	2 261	742	-17%	205%	25%	41%	17%
AFFACTURAGE ET COURT TERME	2 221	1 379	961	61%	43%	30%	25%	22%
<b>TOTAL</b>	<b>7 404</b>	<b>5 515</b>	<b>4 366</b>	<b>34%</b>	<b>26%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

En 2015, 45% des productions portent sur le leasing, 23% sur le crédit, 2% sur le crédit immobilier, et 30% sur l'affacturage et les autres financements de court terme.

tableau de l'évolution comparée des approbations

Au cours de l'année 2015, le taux des approbations a été de 72% contre 77% une année plus tôt. Au total, 145 projets ont été approuvés pour une valeur totale de 9 871 millions, contre respectivement 181 et 9 178 millions en 2014. La répartition de ces approbations se présente comme suit :

	REALISATIONS				VARIATION MONTANTS		
	2014		2015		Variation	Parts en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant		2014/2015	2014
LEASING	26	3 141	42	5 526	76%	34%	56%
CRÉDIT	140	5 358	57	2 757	-49%	58%	28%
AFFACTURAGE ET COURT TERME	10	528	41	1 541	192%	6%	15%
CAUTION	5	151	5	47	-69%	2%	1%
<b>TOTAL</b>	<b>181</b>	<b>9 178</b>	<b>145</b>	<b>9 871</b>	<b>8%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

### 5.3.3. RECOUVREMENT RATING DU PORTEFEUILLE

#### 5.3.3.1. Evolution du portefeuille

Comparativement à 2014, l'exercice 2015 a connu un développement soutenu du portefeuille.

tableau de répartition par produit du portefeuille

	2014	2015	VARIATIONS
			2015 - 2014
COURT TERME	1 193	1 542	29,25%
MOYEN TERME	2 084	3 599	72,70%
LONG TERME	2 024	1 579	-21,99%
CRÉDIT-BAIL & ASSIMILÉS	3 296	4 980	51,09%
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	274	373	36,13%
<i>Dont : Crédit-bail</i>	126	155	23,02
<b>TOTAL CRÉDITS BRUTS</b>	<b>8 871</b>	<b>12 073</b>	<b>36,10%</b>
PROVISION SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	110	100	-9,09%
<i>Dont : Crédit-bail</i>	80	66	-17,5%

### 5.3.3.2. Qualité du portefeuille

Le système de notation interne est bâti sur le mix de plusieurs critères dont l'appréciation de l'activité du client, celui de ses concurrents, l'évaluation de ses performances financières, sa solvabilité et enfin l'historique de sa relation avec Fidelis Finance Burkina Faso.

Suivant cette classification, les concours en souffrance sont passés de 274 millions à 373 millions.

Le rating du portefeuille de l'Etablissement donne la structure suivante :

Tableau rating comparés du portefeuille

NOTES	2011	2012	2013	2014	2015	EXPLICATIONS
A	58%	83%	84%	83%	85%	SITUATION NORMAL
B	15%	11%	9%	10%	7%	CLIENTS SOUS SURVEILLANCE
C	7%	2%	2%	2%	3%	CLIENTS SOUS SURVEILLANCE RAPPROCHÉE
D	5%	1%	1%	2%	2%	SITUATION PRÉOCCUPANTE
E	15%	3%	4%	3%	3%	PERTE PROBABLE
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	

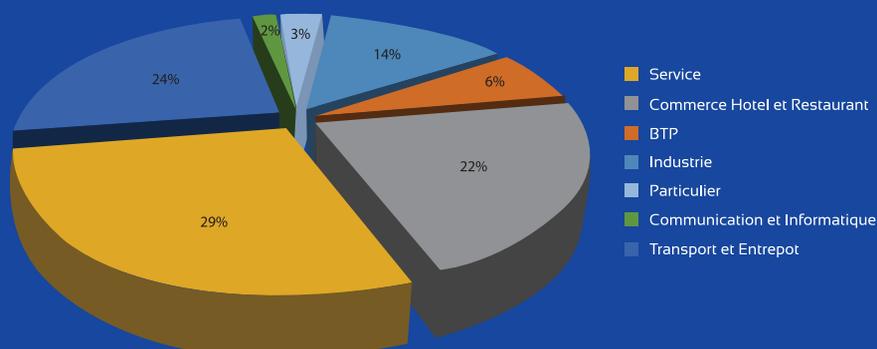
Globalement la part des concours non performants (D+E) ressort à 5%.

### 5.3.3.3. Répartition sectorielle

Plus de la moitié du stock des financements est injectée dans les secteurs des Services et du Commerce Hôtel et Restaurant, pour respectivement 29% et 22%. Les secteurs Industrie, Transport et Entrepôt, BTP

représentent respectivement 14%, 24% et 6% du portefeuille. Les créances sur le secteur des Particuliers ressortent à 3% contre 2% pour le secteur de la Communication et l'Informatique.

### PORTEFEUILLE PAR SECTEUR



### 5.3.4. RESPECT DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

Sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2015, les états de calcul des principaux ratios font ressortir une nette amélioration des ratios de gestion.

Ainsi :

- ☑ Les fonds propres de base passent de 4 587 millions à fin 2014 à 4 724 millions au 31 décembre 2015 pour une norme réglementaire de 3 000 millions ;
- ☑ Quant aux fonds propres effectifs, ils ont évolué, sur la même période, de 4 893 millions à 4 970 millions après prise en compte de la réserve latente positive dont le niveau est ressorti à 246 millions.

L'Etablissement au 31 décembre 2015 respecte l'ensemble de la batterie des ratios relatifs aussi bien à la réglementation des opérations qu'aux normes de gestion.

### 5.3.5. FUNDING ET GESTION DES ENGAGEMENTS

#### ■ REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS

Au 31 décembre 2015, l'Etablissement a honoré tous les engagements pris avec ses partenaires que sont aujourd'hui la BOAD, la BIDC, la BAD et les banques de la place au Burkina et en Côte d'Ivoire.

L'encours total des emprunts au 31 décembre 2015 s'élève à F CFA 6 573 millions.

#### ■ FUNDING ET RENÉGOCIATION DES EMPRUNTS.

Durant la période sous-revue, l'Etablissement a mobilisé les ressources pour 4 384 millions dont 2 072 millions auprès des banques locales et le solde, soit 2 312 millions auprès des institutionnels internationaux dont la BAD.

### 5.3.6. ETATS FINANCIERS

Il ressort les principales évolutions ci-dessous :

Le total bilanciel de l'établissement s'est établi à 16 838 millions au 31 décembre 2015, en progression de 30,8% (+ 3 964 millions) par rapport à l'exercice précédent où il se situait à 12 874 millions.

## ACTIF

#### ■ OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES

D'un montant de 2 039 millions au 31/12/2015 contre 1 259 millions en 2014, elles sont constituées pour 539 millions de créances à vue, de 500 millions de dépôt à terme et 1 000 millions d'immobilisations financières issu du retraitement de la dotation de la succursale dans les états consolidés.

#### ■ OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Au titre de l'exercice 2015, les opérations avec la clientèle ont progressé de 26,6% à 7 680 millions, contre 6 066 millions un an plus tôt, signe d'un dynamisme commercial soutenu. Les crédits ordinaires à court terme augmentent de 5,1% d'un exercice sur l'autre (de 939 en 2014 à 987 au 31/12/2015) ; les crédits à moyen terme ont un encours de 4 602 millions au 31/12/2015, en augmentation de 6,5% par rapport à 2014 ; le long terme a connu une augmentation exceptionnelle, il passe 48 millions en 2014 à 1 004 millions en 2015.

#### ■ VALEURS IMMOBILISÉES

Les opérations de crédit-bail et assimilées enregistrent une augmentation de 38,2% soit 3 379 millions à 4 670 millions à fin 2015.

## PASSIF

#### ■ OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES

Représentant les dettes interbancaires et passant de 5 713 millions en 2014 à 8 466 millions en 2015. elles sont constituées au 31 décembre 2015 de dettes à vue pour un total de 1 893 millions et d'emprunts à terme (lignes de refinancement) à hauteur de 6 573 millions. Leur forte progression répond au besoin de ressources adéquates pour soutenir l'activité d'exploitation.

#### ■ DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE

S'établissant à 2 345 millions en 2015, les dettes à l'égard de la clientèle représentent les dépôts de garantie reçus. A noter que leur progression est forte sur 2015 relativement à 2014 soit 53,3% reflétant la progression des crédits à la clientèle.

## Compte de résultat

En 2015, le résultat de l'exercice ressort bénéficiaire à 251 millions, contre 815 millions au 31 décembre 2014.

## Charges

Le total des charges est de 2 837 millions en 2015 contre 2 332 millions en 2014, en progression de 21,6%.

### ■ CHARGES SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES

Les charges d'intérêts liées aux emprunts interbancaires sont en augmentation de 8,8%, passant ainsi de 401 millions en 2014 à 440 millions au 31 décembre 2015.

### ■ CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES

Avec un niveau de 1 272 millions en 2015, elles ont connu une forte croissance comparativement à 2014 où elles se situaient à 1 124 millions.

### ■ FRAIS GÉNÉRAUX

De 552 millions en 2014, les frais généraux passent à 881 millions en 2015 soit une hausse de 59,6%. Cette hausse exceptionnelle est due aux nouvelles charges d'exploitation induites par l'ouverture de la succursale.

## Produits

D'un montant de 3 147 millions en 2014, les produits ont connu une baisse en 2015 à 3 088 millions soit -1,8%.

### ■ PRODUITS SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Ils sont en progression, corrélativement à l'évolution positive des concours à la clientèle, passant de 554 millions en 2014 à 609 millions en 2015, soit 9,9%.

### ■ PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES

Au cours de l'exercice 2015, les produits sur crédit-bail et opérations assimilées ressortent à FCFA 2 209 millions contre un niveau de FCFA 2 441 millions en 2014. La baisse apparente de 2015 est essentiellement due au niveau élevé de produits exceptionnels réalisés en 2014 comparativement à 2015.

Situation comparée des charges (données en millions de F CFA)

RUBRIQUES	RÉALISATIONS	
	EXERCICE 2015	EXERCICE 2014
Charges et intérêts assimilés	440	401
Charges sur crédit-bail ou opérations assimilées	1 272	1 124
Frais généraux d'exploitation	881	552
Autres charges	244	255
<b>Total Charges</b>	<b>2 837</b>	<b>2 332</b>

Situation comparée des produits (données en millions de F CFA)

RUBRIQUES	RÉALISATIONS	
	EXERCICE 2015	EXERCICE 2014
Intérêts et produits assimilés	638	579
Produits sur crédit-bail ou opérations assimilées	2 209	2 441
Produits généraux d'exploitation	52	11
Solde en bénéfice des corrections de valeurs sur créances et du hors bilan	14	61
Autres produits	175	55
<b>Total Produits</b>	<b>3 088</b>	<b>3 147</b>

## 5.3.7. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

En conclusion, le quatrième exercice du plan de restructuration se clôture avec un niveau de réalisation des objectifs satisfaisant : 1°) croissance en qualité de l'activité et des performances, 2°) consolidation des fondamentaux et renforcement des outils de gouvernance.

Ces résultats confirment la viabilité du plan de restructuration et permettent la poursuite de la mise en œuvre des stratégies planifiées avec un plus grand engagement des parties. Tous les membres du Conseil d'Administration, la Direction Générale ainsi que l'ensemble du personnel de la société s'emploieront à poursuivre avec détermination les actions engagées en 2015.



# LETTRE DE CERTIFICATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

## 6.1. RAPPORT GÉNÉRAL

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale des actionnaires et en application des dispositions des articles 711 à 714 de l'Acte Uniforme de OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport, suite aux contrôles et vérifications effectués sur les états financiers annuels de Fidelis Finance Burkina Faso SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Les comptes de la société sont établis par la Direction Générale de la société et arrêtés sous la responsabilité du Conseil d'Administration de Fidelis Finance Burkina Faso SA. Il nous appartient de porter à votre connaissance les informations suivantes :

- les contrôles et vérifications effectués sur les états financiers tels qu'ils sont présentés dans ce rapport avant leur arrêté par le Conseil d'administration ;
- les observations sur le contrôle des états financiers ;
- les irrégularités et les inexactitudes relevées à l'issue de nos travaux ;
- les conclusions auxquelles conduisent les observations et éventuelles rectifications y afférentes.

Nous avons procédé à l'examen des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2015. Ces états financiers présentés en annexe du présent rapport se caractérisent par les données suivantes en millions de FCFA :

LIBELLE	MONTANTS FIDELIS FINANCE		MONTANT
	BURKINA	CÔTE D'IVOIRE	
Total bilan	14 227	2 611	16 838
Fonds propres effectifs (Voir DEC 2060)	5 188	782	4 970
Résultat net	417	-166	251

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION DANS L'ÉTABLISSEMENT ET LA PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire (PCB) en vigueur dans les Etats Membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMO). Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

## RESPONSABILITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève des jugements des commissaires aux comptes, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, les commissaires aux comptes prennent en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Notre responsabilité est également de procéder aux vérifications spécifiques prévues par les lois et règlements régissant la vie des sociétés et le secteur bancaire.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

## OPINION

Nous certifions que les comptes annuels de Fidelis Finance Burkina Faso SA arrêtés au 31/12/2015 sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle, pour tous leurs aspects significatifs, du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

*Le Commissaire aux comptes,  
Cabinet d'Audit Financier et d'Expertise Comptable (CAFEC-  
KA) Eddie Komboigo, Expert comptable*

## 6.2. RAPPORT SPÉCIAL

Conformément aux dispositions de l'article 432 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés et du GIE, nous vous présentons notre rapport spécial sur les rémunérations exceptionnelles ainsi que sur les remboursements de frais de voyage au profit des membres du Conseil d'administration de Fidelis Finance Burkina Faso SA au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Aucune somme n'a été versée aux membres du conseil d'administration. Il n'a été procédé à aucun remboursement de frais aux administrateurs.

*Le Commissaire aux comptes,  
Cabinet d'Audit Financier et d'Expertise  
Comptable (CAFEC-KA) Eddie Komboigo, Expert  
comptable*

Il nous appartient, conformément à l'article 440 du droit des sociétés et du groupement d'intérêt économique de l'OHADA, de vous communiquer les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que toutes les indications, vous permettant d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé.

Au titre de 2015 et conformément aux articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme OHADA votre conseil d'administration ne nous a pas avisés de l'existence de telles conventions.

*Le Commissaire aux comptes,  
Cabinet d'Audit Financier et d'Expertise  
Comptable (CAFEC-KA) Eddie Komboigo, Expert  
comptable*



Solutions Location Longue Durée

Aspirez à mieux

optimisez

la gestion de

votre parc auto



# BILANS-COMPTES DE RESULTAT

## 7.1. BILANS COMPARÉS DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN MILLIONS DE F CFA)

CODE POSTE	ACTIF	EXERCICES		VARIATION
		2014	2015	
A10	Caisse		1	1
A02	<b>CRÉANCES INTERBANCAIRES</b>	1 259	2 039	780
A03	- A vue	571	1 539	968
A04	.Banques Centrales	1	2	1
A05	.Trésor Public, CCP			
A07	.Autres établissements de crédit	570	1 537	967
A08	.A terme	688	500	-188
B02	<b>CRÉANCES SUR LA CLIENTELE</b>	6 035	7 680	1 645
B10	-Portefeuille d'effets commerciaux			
B11	. Crédits de campagne			
B12	.Crédits ordinaires			
B2A	-Autres concours à la clientèle	6 035	7 680	1 645
B2C	.Crédits de campagne			
B2G	.Crédits ordinaires	6 035	7 680	1 645
B2N	. Comptes ordinaires débiteurs			
B50	. Affacturage	31		-31
C10	TITRES DE PLACEMENT	10	10	0
D1A	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	16	54	38
D50	CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATION ASSIMILÉES	3 379	4 670	1 291
D20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4	93	89
D22	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	419	670	251
E01	ACTIONNAIRES OU ASSOCIÉS			
C20	AUTRES ACTIFS	1 583	1 272	-311
C6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	138	349	211
E90	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>12 874</b>	<b>16 838</b>	<b>3 964</b>

CODE POSTE	PASSIF	EXERCICES		VARIATION
		2014	2015	
F02	<b>DETTES INTERBANCAIRES</b>	5 713	8 466	2 753
F03	- A vue	1 441	1 893	452
F05	.Trésor Public, CCP			
F07	.Autres établissements de crédit	1 441	1 893	452
F08	.A terme	4 272	6 573	2 301
B02	<b>DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE</b>	1 530	2 345	815
G03	-Comptes d'épargne à vue			
G04	.Comptes d'épargne à terme			
G05	-Bons de caisse			
G06	. Autres dettes à vue	2	4	2
G07	.Autres dettes à terme	1 528	2 341	813
H30	<b>DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE</b>			
H35	AUTRES PASSIFS	945	979	34
H6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	83	195	112
L30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
L35	PROVISIONS REGLEMENTÉES			
L10	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT			
L20	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX			
L66	CAPITAL OU DOTATION	4 593	4 593	0
L50	PRIMES LIÉES AU CAPITAL			
L55	RESERVES	68	68	0
L59	ECARTS DE REEVALUATION			
L70	REPORT A NOUVEAU (+/-)	-873	-58	815
L80	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	815	251	-564
L90	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>12 874</b>	<b>16 838</b>	<b>3 964</b>

## 7.2. RÉSULTATS COMPARÉS DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN MILLIONS F CFA)

CODE POSTE	CHARGES	EXERCICES		VARIATION
		2014	2015	
R01	<b>INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES</b>	401	440	39
R03	- Intérêts et charges assimilées sur dettes inbancaires	401	393	-8
R04	- Intérêts et charges assimilées dettes à l'égard de la clientèle		47	47
R4D	- Intérêts et charges assimilées dettes représentées par un titre			
R5Y	- Charges sur comptes bloqués d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis subordonnés			
R05	- Autres intérêts et charges assimilées			
R5E	<b>CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATION ASSIMILÉES</b>	1 124	1 272	148
R06	<b>COMMISSIONS</b>	10	7	-3
R4A	<b>CHARGES SUR OPÉRATION FINANCIÈRES</b>			
R4C	. Charges sur titres de placement			
R6A	. Charges sur opérations de change			
R6F	- Charges sur opérations de hors bilan			
R6U	<b>CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	64	52	-12
R8G	<b>ACHATS DE MARCHANDISES</b>			
R8J	<b>STOCKS VENDUS</b>			
R8L	<b>VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES</b>			
S01	<b>FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION</b>	552	881	329
S02	- frais de personnel	270	347	77
S05	- Autres frais généraux	282	534	252
T51	<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS</b>	57	113	56
T6A	<b>SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN</b>	10		-10
T01	<b>EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX</b>			
T80	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	5	1	-4
T81	<b>PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	16	6	-10
T82	<b>IMPOTS SUR LE BENEFICE</b>	93	65	-28
T83	<b>BENEFICE</b>	815	251	-564
T85	<b>TOTAL</b>	3 147	3 088	-59

CODE POSTE	PRODUITS	EXERCICES		VARIATION
		2014	2015	
V01	<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES</b>	579	638	59
V03	- Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	25	27	2
V04	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	554	609	55
V5F	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement			
V51	- Produits et profits sur prêts et titres émis subordonnés			
V05	- Autres intérêts et produits assimilés		2	2
V5G	<b>PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES</b>	2 441	2 209	-232
V06	<b>COMMISSIONS</b>	1	17	16
V4A	<b>PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES</b>	1		-1
V4C	- Produits sur titres de placement	1		-1
V4Z	- Dividendes et produits assimilés			
V6A	- Produits sur opérations de change			
V6F	- Produits sur opérations de hors bilan			
V6T	<b>PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	32	79	47
V8B	<b>MARGES COMMERCIALES</b>			
V8C	<b>VENTES DE MARCHANDISES</b>			
V8D	<b>VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES</b>			
W4R	<b>PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION</b>	11	52	41
X51	<b>REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS</b>			
X6A	<b>SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN</b>	61	14	-47
X01	<b>EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX</b>			
X80	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	21	79	58
X81	<b>PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>			
X83	<b>PERTE</b>		0	0
X85	<b>TOTAL</b>	3 147	3 088	-59

## 7.3. TABLEAU D'ANALYSE DES RÉSULTATS

Données au 31/12/2015 (en millions FCFA)						
Rubriques	GLOBAL	FIDELIS FINANCE BURKINA FASO				
	2015	2015	2014	2013	2012	2011
Produits sur opérations de leasing	2 209	2 080	1 957	1 331	762	560
Amortissement nets des équipements de leasing	1 272	1 232	1 124	856	466	462
<b>MARGE SUR OPÉRATION DE LEASING</b>	<b>937</b>	<b>848</b>	<b>833</b>	<b>475</b>	<b>296</b>	<b>98</b>
Produits d'intérêts sur opérations de crédit	611	591	554	414	193	342
Autres produits d'exploitation	147	75	43	111	155	43
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>1 695</b>	<b>1 514</b>	<b>1 430</b>	<b>1 000</b>	<b>644</b>	<b>483</b>
Charges financières nettes	499	467	474	233	203	148
Produits des placements	27	25	25	20	52	40
<b>PRODUITS NETS</b>	<b>1 224</b>	<b>1 072</b>	<b>981</b>	<b>787</b>	<b>493</b>	<b>375</b>
Charges de personnel	347	278	270	229	150	130
Autres charges d'exploitation	534	322	282	250	177	175
<b>FRAIS GÉNÉRAUX</b>	<b>881</b>	<b>600</b>	<b>552</b>	<b>479</b>	<b>327</b>	<b>305</b>
Dotations nettes aux provisions sur risques clients				-57		
Dotations nettes aux provisions sur dépréciation des titres					1	
Dotations aux amortissements des valeurs immobilisées	113	76	54	40	4	8
Dotations aux amortissements pour risques divers						
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>230</b>	<b>396</b>	<b>372</b>	<b>325</b>	<b>161</b>	<b>62</b>
Autres gains ordinaires	93	93	621	64	323	1 016
Autres pertes ordinaires	7	7	84	46	6	10
<b>RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPÔTS</b>	<b>316</b>	<b>482</b>	<b>909</b>	<b>343</b>	<b>478</b>	<b>1 068</b>
Impôts sur les bénéfices	65	65	94	2	4	5
<b>RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPÔTS</b>	<b>251</b>	<b>417</b>	<b>815</b>	<b>341</b>	<b>474</b>	<b>1 063</b>
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>	<b>251</b>	<b>417</b>	<b>815</b>	<b>341</b>	<b>474</b>	<b>1 063</b>
Résultat par action (en unité de francs)	5 456	9 079	17 744	7 424	10 320	23 144

\* Incluant les données de Fidelis Finance Côte d'Ivoire

## 7.4. NOTE SUR LES ETATS FINANCIERS

### 7.4.1. METHODE D'ELABORATION ET DE PRESENTATION

#### 7.4.1.1. Présentations des comptes

Les comptes annuels de la société sont établis selon les règles applicables aux Etablissements de Crédit de l'UMOA. Les comptes sociaux sont établis selon les mêmes méthodes d'évaluation et de présentation que l'exercice précédent. Cette note retrace l'évolution de la situation financière de Fidelis Finance-BF sur la période 2014/2015.

#### 7.4.1.2. Conversion des comptes du bilan en devises

Les créances et dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en FCFA aux cours de change du 31 décembre 2015, cours communiqués par l'Agence Nationale de la BCEAO.

#### 7.4.1.3. Rattachement des produits et charges à la période sous revue

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de séparation des exercices.

#### 7.4.1.4. Comptes de la clientèle

Le classement de ces comptes par secteur d'activités, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc. n'a pas subi de modification. Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long terme.

Le poste crédit-bail et opérations assimilées concerne la valeur nette comptable des biens corporels et incorporels sous contrat de leasing ou de location.

Les créances en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions nécessaires sont constituées conformément à la pratique bancaire.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans objet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

#### 7.4.1.5. Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les biens à usage propre.

Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire ci-après :

Frais d'établissement	20%
Constructions	5%
Matériel de transport	20%
Aménagement-Installations	10%
Mobilier et Matériel de bureau (selon nature)	20%
Matériel Informatique	33,33%

S'agissant des biens sous contrat de leasing ou de location, ils sont évalués à leur coût historique et leurs amortissements sont calculés suivant la méthode linéaire sur la durée du contrat conformément aux termes de l'article 34 de la loi 008 de 2010 portant création de l'Impôt sur les sociétés.

## 7.4.2. NOTES EXPLICATIVES SUR LES PRINCIPALES RUBRIQUES

### ACTIF

Le total bilan connaît une hausse de 3 964 millions, passant ainsi de FCFA 12 874 en 2014 à 16 838 FCFA au 31 décembre 2015, soit une hausse de 30,8 %. L'accroissement du total bilan s'explique essentiellement, par l'augmentation des encours de crédit à la clientèle aussi bien en crédit ordinaire qu'en crédit-bail, lesquels encours ressortent respectivement à FCFA 7 680 et 4 670 en 2015 contre des niveaux de 6 066 et 1 3 379 une année plus tôt.

#### A02 - CRÉANCES INTERBANCAIRES

Les créances interbancaires présentent au 31 décembre 2015 un solde de FCFA 2 039 millions contre FCFA 1259 millions au 31 décembre 2014, soit une variation positive de FCFA 780 millions.

Ces créances interbancaires se décomposent comme suit :

#### LES CRÉANCES À VUE :

Elles regroupent les disponibilités détenues auprès de la Banque Centrale et des autres établissements bancaires. Le solde au 31 décembre 2015 est de FCFA 1 539 millions contre FCFA 346 millions 2014.

Le détail est le suivant :

INTITULÉS	2015	2014
Banque Centrale	2	1
Banques locales	268	543
Banques UMOA	1 269	27
<b>TOTAL</b>	<b>1 539</b>	<b>571</b>

Les créances à terme : elles se chiffrent à FCFA 500 millions au 31 décembre 2015. Il s'agit principalement du dépôt à terme constitué auprès de la BOA Burkina courant 2013.

#### BO2 - CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

D'un montant de FCFA 6 066 millions au 31 décembre 2014, les créances sur la clientèle se chiffrent à FCFA 7 680 millions en 2015, soit une hausse de FCFA 1 614 millions.

Ces créances regroupent les concours accordés à la clientèle détaillés comme ci-après :

INTITULÉS	Exercice 2015	Exercice 2014	Variation +/-
Crédits ordinaires CT	987	939	48
Crédit moyen terme	4 602	4 320	282
Crédit long terme	1 004	48	956
Créances en souffrance	1 121	757	364
Provisions / créance en souffrance	-34	-30	-4
<b>TOTAUX</b>	<b>7 680</b>	<b>6 066</b>	<b>1 614</b>

#### D1A - IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Le montant des immobilisations financières nettes est en hausse de 38 millions en 2015, suite à une nouvelle prise dans l'actionariat de SOFIGIB. Le solde est de FCFA 54 millions. Il s'agit essentiellement des participations détenues par Fidelis Finance auprès d'autres sociétés et établissements financiers que sont la SOFIGIB pour un montant de FCFA 35 millions et SCIE à hauteur de FCFA 2 millions.

#### D50 - CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES

Le poste de «Crédit-bail et opérations assimilées » est de FCFA 4 670 millions au 31 décembre 2015 contre un montant de FCFA 3 379 millions l'année précédente, soit une variation positive de FCFA 1 291 millions au cours de la période sous revue. L'analyse dudit poste fait ressortir une amélioration conséquente de la production en crédit-bail au cours de la période concernée.

INTITULÉS	Exercice 2015	Exercice 2014	Variation +/-
Immobilisations en cours	20	20	
Crédit- bail mobilier	8 663	6 533	4 403
Immobilisations non louées	65	65	0
Totaux bruts	8 749	6 618	2 131
Amortissements Crédit-bail	-4 078	-3 219	-859
<b>MONTANT NET</b>	<b>4 670</b>	<b>3 379</b>	<b>1 291</b>

## D20- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles représentent des biens ou des droits n'ayant pas un caractère matériel : brevets, licences d'exploitation, marques, fonds commerciaux, logiciels informatiques, les frais d'établissements, etc. Elles passent de FCFA 4 millions au 31 décembre 2014 à FCFA 93 millions en 2015, soit une hausse de FCFA 89 millions. Cette hausse s'explique par l'acquisition de nouveaux logiciels ou en cours d'acquisition courant 2015.

## D22 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont portées au bilan à la valeur d'acquisition, augmentée des investissements générant une plus-value, et diminuée des amortissements économiquement nécessaires. Les terrains ne font pas l'objet d'amortissements. Aussi, les amortissements s'effectuent de manière linéaire dès l'opérationnalité des immobilisations et reposent sur la durée fiscale.

Les immobilisations corporelles se chiffrent en 2015 à FCFA 670 millions contre FCFA 419 millions en 2014 soit une hausse de 60%. Cette hausse est essentiellement due aux nouvelles acquisitions réalisées au profit de la succursale.

## C20 - AUTRES ACTIFS

Le solde des « Autres actifs » se chiffre à FCFA 1 272 millions au 31 décembre 2015 contre un solde de FCFA 1 583 millions au 31 décembre 2014, soit une baisse de FCFA 311 millions. Ce poste se compose en grande partie d'opérations en attente de régularisation telles que les comptes de débiteurs divers, les comptes de créances rattachées et les frais de rejet, etc.

Le détail du compte se présente comme suit :

RUBRIQUES	Exercice 2015	Exercice 2014	Variation +/-
Créances rattachées CT, MT, Aff et DAT	169	177	-8
Valeur non imputées	16	16	
Créances rattachées emprunts obligataires	1	1	0
Débiteurs divers	533	439	94
Valeur à l'encaissement	54	102	-48
Dépôt et cautionnement	5	1	4
Créances rattachées crédit-bail	311	467	-156
Créances impayées ou immobilisées	166	235	-69
Créances douteuses ou litigieuses	83	224	-141
Provisions sur créances en souffrance	-66	-80	14
<b>TOTAL</b>	<b>1 272</b>	<b>1 583</b>	<b>-310</b>

## C6A - COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

Au 31 décembre 2015, les comptes d'ordre et divers se chiffrent à FCFA 349 millions contre FCFA 138 millions au 31 décembre 2014, soit une augmentation de FCFA 211 millions.

Le détail du compte se présente comme suit :

INTITULÉS	Exercice 2015	Exercice 2014	Variation +/-
Compte d'attente actif	180	88	92
Charges à répartir	112	49	63
Charges constatées d'avance	31	1	30
Produits constatés d'avance	26	0	26
<b>TOTAUX</b>	<b>349</b>	<b>138</b>	<b>211</b>

## PASSIF

### F02 - DETTES INTERBANCAIRES

Le montant total des dettes interbancaires est de FCFA 8 466 millions au 31 décembre 2015 contre un solde FCFA 5 713 millions une année plus tôt, soit une augmentation de FCFA 2 753 millions. Leur forte progression répond au besoin de ressources adéquates pour soutenir l'activité d'exploitation.

Le détail de l'évolution de la rubrique est le suivant :

INTITULÉS	Exercice 2015	Exercice 2014	Variation +/-
Dettes inter-bancaires à vue	1 893	1 441	452
Dettes inter-bancaires à terme	6 573	4 272	2 301
<b>TOTAUX</b>	<b>8 466</b>	<b>5 713</b>	<b>2 753</b>

Le solde des dettes à vue est relatif aux prêts interbancaires et des facilités contractés auprès de la BOA, ECOBANK et Orabank sur l'exercice 2015.

Les encours des emprunts BOAD, BAD et BIDC se chiffrent respectivement à FCFA 2 857 millions, 1 640 millions et 251 millions.

### G02 - DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE

Elles présentent un solde de FCFA 2 345 millions pour l'exercice 2015 contre un solde de FCFA 1 530 millions en 2014, soit une variation positive de FCFA 815 millions. Ce compte enregistre les dépôts de garantie reçus de la clientèle.

### H35- AUTRES PASSIFS

Le total des autres passifs est de FCFA 979 millions au 31 décembre 2015 contre un solde de FCFA 945 millions en 2014.

Le détail du compte se présente comme suit :

INTITULÉS	Exercice 2015	Exercice 2014	Variation +/-
Créances rattachées sue les dépôts garantis reçus	8		8
Créditeurs divers	897	565	332
Comptes de valeurs à imputer CF et CB	74	380	306
<b>TOTAL</b>	<b>979</b>	<b>945</b>	<b>34</b>

## L80 - RÉSULTAT DE L'EXERCICE APRÈS IMPÔT

Le résultat de l'exercice 20145 qui ressort bénéficiaire de FCFA 251 millions en dépit du résultat de - 166 millions de la succursale, imputable à ses charges initiales de fonctionnement.

## 7.4.2.3. Charges

Le total des charges au titre de l'exercice 2015 est de FCFA 2 345 millions.

Le produit net financier est en hausse de 243 millions, soit une hausse de 24,7% comparativement à l'année écoulée. Il se décompose comme suit :

RUBRIQUES	ANNEES		EVOLUTION	
	2015	2014	Montant	%
Produits sur opérations de leasing	2 209	1 957	252	12,9%
Amortissement nets des équipements de leasing	1 272	1 124	148	13,2%
<b>MARGE SUR OPÉRATION DE LEASING</b>	<b>937</b>	<b>833</b>	<b>104</b>	<b>12,5%</b>
Produits d'intérêts sur opérations de crédit	611	554	57	10,3%
Autres produits d'exploitation	147	43	104	242,6%
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATIONS</b>	<b>1 695</b>	<b>1 430</b>	<b>265</b>	<b>18,6%</b>
Charges financières nettes	499	474	25	5,3%
Produits des placements	27	25	2	9,2%
Produits Nets	1224	981	243	24,7%

## 7.4.2.4. Produits

Le total des produits pour l'exercice 2015 est évalué à FCFA 3 088 millions et est resté quasi constant par rapport à 2014 où il s'établissait à 3 147 millions.

### VOI - INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

Les intérêts et produits assimilés s'établissent pour l'exercice 2015 à FCFA 638 millions contre FCFA 579 millions réalisés sur l'exercice précédent, soit une hausse de 10,18%. Ces intérêts se décomposent comme suit au 31 décembre 2015:

- Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires : FCFA 27 millions
- Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle : FCFA 609 millions.

### LES INTÉRÊTS ACQUIS SUR CRÉDIT À LA CLIENTÈLE

Les créances sur la clientèle ont connu une augmentation au cours du présent exercice passant de FCFA 554 millions au 31 décembre 2014 à FCFA 609 millions en 2015. Cette augmentation traduit l'accroissement du portefeuille au cours de l'exercice.

Le détail du poste se présente ainsi qu'il suit :

INTITULÉS	Exercice 2015	Exercice 2014	Variation +/-
Intérêts acquis/Crédit CT	134	140	6
Intérêts acquis/Crédit MT	460	414	46
Intérêts acquis/Crédit LT	15	0	15
<b>TOTAL</b>	<b>609</b>	<b>554</b>	<b>55</b>

### V5G - PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES

Au cours de l'exercice 2015, les produits sur crédit-bail et opérations assimilées ressortent à FCFA 2 209 millions contre un niveau de FCFA 2 441 millions en 2014. La baisse apparente de 2015 est essentiellement due au niveau élevé de produits exceptionnels réalisés en 2014 comparativement à 2015.

Le détail du solde des produits sur crédit-bail et opérations assimilées est le suivant :

INTITULÉS	Exercice 2015	Exercice 2014	Variation +/-
Loyers de CB	1 836	1 602	234
Plus value de cession	38	602	-564
Autres produits/CB	335	237	98
<b>TOTAUX</b>	<b>2 209</b>	<b>2 441</b>	<b>-232</b>

### W4R- PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

L'exercice 2015 présente des produits généraux d'exploitation bancaire d'un montant de FCFA 52 millions, montant en hausse de FCFA 41 millions comparativement à l'exercice précédent où ils étaient évalués à FCFA 11 millions. Ce poste est composé essentiellement des opérations hors exploitation au cours de la période sous revue



# RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 26 MARS 2015

## PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire statuant aux conditions de quorum et de majorité statutaires requises, après avoir entendu lecture :

- des rapports du Conseil d'administration,
- du rapport général du Commissaire aux Comptes sur les états financiers de l'exercice 2015 ainsi que du rapport spécial du Commissaire aux comptes, établi conformément à la réglementation bancaire,

et, examiné les états financiers de synthèse annuels de l'exercice 2015, approuve sans réserve lesdits rapports dans toutes leurs parties et en conséquence, approuve le bilan et les comptes tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumés dans les rapports.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires votant à main levée.

## DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'Assemblée Générale Ordinaire, statuant dans les conditions de quorum et de majorité statutaires requises, donne quitus entier et sans réserve à tous les membres du Conseil d'administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ; en outre, elle donne décharge aux Commissaires aux comptes pour l'exécution de leur mandat en 2015.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires votant à main levée.

## TROISIEME RESOLUTION

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, statuant dans les conditions de quorum et de majorité statutaires requises, après en avoir délibéré, approuve l'affectation du résultat du bénéfice net de l'exercice 2015 soit, 250 573 533 Francs FCA comme ci-après :

Résultat net 2015.....	FCFA 250 573 533	-
Report à nouveau déficitaire 2014.....	FCFA 57 533 547	-
<b>Solde Résultat net 2015 à affecter.....</b>	<b>FCFA 193 039 986</b>	<b>=</b>
Réserves statutaires (15%).....	FCFA 28 955 998	-
Report à nouveau .....	FCFA 164 083 988	-
<b>Résultat disponible .....</b>	<b>FCFA 0</b>	<b>=</b>

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires votant à main levée.

## QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, tenant compte de l'augmentation du nombre des administrateurs depuis deux ans et de la réalité de certaines charges, décide de fixer les indemnités nettes des membres du Conseil d'Administration à vingt-huit millions de Francs CFA par an et ce, pour compter de l'exercice 2016.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires votant à main levée.

## CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant dans les conditions de quorum et de majorité statutaires requises, confère à tout porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée Générale Ordinaire, tous pouvoirs pour effectuer tous dépôts et remplir toutes formalités de publication légale ou de régularisation.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires votant à main levée.

L'ASSEMBLEE GENERALE



# POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Fidelis Finance est un Etablissement financier à caractère bancaire spécialisé autorisé par la BCEAO et inscrit sur la liste des établissements de crédit l'UMOA sous le Code d'Identité Bancaire N° CO085 B. L'une de ses missions principales est de contribuer, grâce à son offre de produits financiers innovants et bien adaptés, au développement durable de l'économie à travers ses activités de financement des entreprises.

Sa vision est de devenir une institution financière de référence en matière de financement des entreprises au sein de l'UMOA. Cela passe par un engagement ferme à jouer un rôle de premier plan dans la promotion d'une gestion environnementale responsable et d'un développement social durable. D'où l'adoption de la présente politique par laquelle nous faisons de la sauvegarde de l'environnement et des droits sociaux un critère important dans le choix des projets que nous finançons.

Dans le cadre de la réalisation de notre mission de soutien au développement d'une économie durable nous :

- ☑ Reconnaissons qu'une croissance économique saine ne peut se faire sans la conciliation et l'harmonisation des facteurs économiques, sociaux et environnementaux ;
- ☑ Marquons notre pleine adhésion aux principes et codes de gestion environnementale et sociale de notre pays d'implantation ;
- ☑ Acceptons les considérations environnementales et sociales comme un élément de la gestion des risques en matière d'investissements ;
- ☑ Souscrivons, dans le cadre de nos relations de partenariat avec les institutions internationales, aux meilleures pratiques ou références de standard internationaux, en matière de gestion environnementale et sociale, et applicables à notre activité ;
- ☑ Nous engageons à favoriser des comportements responsables et pertinents par l'information et la sensibilisation des membres du personnel, de nos clients et autres partenaires sur les aspects liés à l'environnement.

De ce fait, notre processus d'évaluation des risques va prendre en compte l'évaluation de l'impact environnemental et social des projets objet de nos concours.

L'adoption par le Conseil d'Administration de la présente déclaration de politique environnementale et sociale matérialise l'engagement de notre institution d'une part, à prendre en considération les aspects environnemental et social dans les décisions de financement et d'autre part, à porter une attention particulière aux financements d'investissements destinés à la protection de l'environnement.

La réalisation de ces objectifs induit pour notre institution, la mise en place d'un système de gestion environnemental et social (SGES), inspiré des meilleures pratiques internationales et conformes aux codes et règles nationales. Ledit système comprend :

- ☑ une procédure d'identification et de gestion des risques environnementaux et sociaux ;

- ☑ une définition d'une liste des exclusions ;
- ☑ une définition d'un outil de reporting ;
- ☑ la désignation d'un responsable chargé de la mise en œuvre de la politique environnementale et sociale.

La mise à jour de cette politique ainsi que de ses outils de mise en œuvre se fait à chaque fois que de besoin et dans les mêmes conditions que les autres procédures de l'établissement.

Pour le Conseil d'Administration et suivant autorisation.

**Abdoulaye K. SORY**  
Administrateur Directeur Général





## BURKINA FASO

🏠 1043, Avenue du Dr. Kwamé N'Krumah  
01 B.P. 1913 Ouagadougou 01 - Burkina Faso  
☎ Tél : +226 25 30 01 01  
🌐 [www.fidelis-finance.com](http://www.fidelis-finance.com)

## CÔTE D'IVOIRE

🏠 Cocody Danga, route du Lycée Technique  
angle rue de la Canebière - 06 BP 1330 Abdjan 06  
☎ Tél : +225 22 44 88 00  
🌐 [www.fidelis-finance.com](http://www.fidelis-finance.com)